

UNITE ET DIVERSITE DES MOUVEMENTS POPULAIRES AU SOCIALISME

Le mouvement au socialisme

Les réflexions qui suivent concernent un défi permanent et fondamental auquel tous les mouvements populaires en lutte contre le capitalisme ont été et sont confrontés. Par luttes contre le capitalisme j'entends aussi bien celles des mouvements qui se donnent l'objectif radical d'abolir ce système fondé sur la propriété privée des moyens de production modernes (le capital) pour lui substituer un système fondé sur la propriété sociale des travailleurs, que ceux de ces mouvements qui, sans aller jusque là, se mobilisent pour transformer réellement et dans des mesures significatives les rapports entre le travail (« employé par le capital ») et le capital (« qui emploie les travailleurs »). Les uns et les autres de ces mouvements peuvent contribuer, à des degrés divers, à la remise en cause du capitalisme ; comme ils peuvent ne donner que l'illusion qu'ils agissent dans cette direction, alors qu'en fait ils contraignent seulement le capital à se transformer pour absorber les revendications du travail concernés. Sachant que la frontière entre l'efficacité des stratégies déployées et son impuissance n'est pas toujours facile à tracer, pas plus que le heurt entre les visées stratégiques et les contingences tactiques.

Considérés ensemble un bon nombre de ces mouvements peuvent être qualifiés de « mouvement au socialisme ». J'emprunte la locution au vocabulaire initié au cours des dernières décennies par certains partis d'Amérique du Sud (le Chili, la Bolivie et d'autres). Ces partis ont renoncé à l'objectif traditionnel des partis communistes (« exercer le pouvoir pour construire le socialisme ») pour lui substituer celui – d'apparence plus modeste – de construire patiemment les conditions sociales et politiques qui permettent d'avancer vers le socialisme. La différence tient à ce que la construction du socialisme prônée par les partis communistes concernés partait d'une définition du socialisme connue d'avance, inspirée par l'expérience soviétique, qu'on peut résumer en deux termes : nationalisations et planification d'Etat. Les partis qui se définissent par le « mouvement au socialisme » laissent ouverte l'identification finale des moyens de la socialisation de la gestion d'une économie moderne.

Un certain nombre des organisations et des partis – mais pas tous – qui se revendiquent du socialisme, ou encore du communisme, se déclarent héritiers de Marx, et même parfois d'un marxisme historique comme l'ont formulé les traditions du soviétisme et/ou du maoïsme.

En effet le triomphe du capitalisme à partir de la révolution industrielle et sa mondialisation par l'expansion impérialiste ont simultanément créé les conditions de l'émergence d'un projet de civilisation universelle supérieure, celui du socialisme/communisme. De nombreuses rivières ont convergé dans cette invention ; et Lénine après Engels en avait donné une classification bien connue de la variante marxiste : l'économie classique anglaise, le socialisme utopique français, la philosophie hégélienne allemande. Une présentation qui simplifie la réalité et ignore bien d'autres contributions antérieures et postérieures à Marx.

Certes la contribution de Marx à la formulation du projet socialiste/communiste constitue la coupure décisive dans l'élaboration du projet. La pensée de Marx se construit en effet à partir d'une analyse critique scientifique rigoureuse du capitalisme considéré dans toutes les facettes de sa réalité historique, ce qui n'était pas le cas des formulations socialistes antérieures et même postérieures, ignorantes de Marx. La formulation de la loi de la valeur propre au capitalisme, l'identification des tendances longues de l'accumulation du capital, celle de ses contradictions, l'analyse des rapports entre les luttes de classes et les conflits internationaux d'une part et les transformations des modalités

de la gestion de l'accumulation et de la politique d'autre part, celle des expressions aliénées des consciences sociales définissent ensemble la pensée de Marx qui inaugure le déploiement des marxismes historiques, en particulier ceux de la Seconde et de la Troisième Internationales, du soviétisme et du maoïsme.

La position centrale de la Révolution française dans la formation du monde moderne

La Révolution française occupe, dans ma lecture de la construction moderne, une position centrale. Car elle définit un système de valeurs (liberté, égalité, fraternité – on dirait aujourd'hui solidarité) qui fonde la modernité dans sa contradiction fondamentale ; car ces valeurs sont en définitive bien plus celles de la civilisation socialiste supérieure à inventer que celles dont le capitalisme pourrait honorer une pleine et authentique mise en œuvre. Dans ce sens la Révolution française est plus qu'une « révolution bourgeoise » (comme le fut par exemple celle de 1688 en Angleterre) ; elle annonce – avec la Convention montagnarde – la nécessité d'aller au-delà.

Les valeurs du capitalisme – celles qui sont utiles pour son déploiement – sont celles qui ont inspiré la non-révolution américaine : liberté et propriété. Ensemble elles définissent la liberté d'entreprise, qu'il s'agisse de la petite entreprise agricole familiale comme c'était le cas dans les colonies de la Nouvelle Angleterre ou de la ferme esclavagiste dans celles du Sud, ou qu'il s'agisse plus tard de la grande entreprise industrielle puis des monopoles financiarisés. Ensemble ces deux valeurs associées excluent toute aspiration à l'égalité allant au-delà celle que confère le droit égal pour tous : « l'égalité des chances » dira-t-on dans le discours idéologique qui fait l'impasse sur les inégalités de départ qui séparent les classes de propriétaires du prolétariat vendeur de sa force de travail. Liberté et propriété donnent ensemble à l'inégalité une légitimité apparente : l'inégalité serait le produit du talent et du travail de l'individu. Elles ignorent les vertus de la solidarité pour ne reconnaître que celles de son antipode : la compétition entre les individus et les entreprises.

Liberté et égalité sont des valeurs conflictuelles par nature, et ne pourraient devenir complémentaires que si l'on supprime la propriété bourgeoise, entendue comme celle d'une minorité. La Révolution française, même dans son moment de radicalisation montagnarde, ne va pas jusque-là : elle demeure protectrice de la propriété sacralisée, qu'elle conçoit comme généralisable dans sa forme de petite propriété agricole et artisanale familiale. Elle ne dispose pas des moyens qui lui permettraient de saisir le mouvement du capitalisme qui accusera la concentration progressive et inévitable de la propriété moderne – celle du capital.

L'idée du socialisme/communisme, entendue comme étape de la civilisation supérieure à celle du capitalisme se constitue précisément dans la prise de conscience graduelle de ce qu'implique la mise en œuvre sincère de la devise « liberté, égalité, solidarité » : la substitution de la propriété collective des travailleurs à celle de la minorité des bourgeois.

Les lignées diverses dans la formation de la pensée et de l'action socialistes

Le défi que constituent les rapports sociaux du capitalisme et l'exploitation des travailleurs qui leur est associé est à l'origine des mouvements de luttes populaires modernes. Ces mouvements peuvent avoir été dans certains cas, à l'origine, spontanés ; dans d'autres cas impulsés avec succès à des degrés divers par des groupes qui se sont employés à mobiliser et organiser les travailleurs à cet effet.

Ces mouvements en question apparaissent très tôt dans la nouvelle Europe, entrée dans la révolution industrielle, en particulier en Angleterre, en France et en Belgique, un peu plus tard en Allemagne et

ailleurs en Europe, comme aux Etats Unis, en Nouvelle Angleterre. Ils se déploient tout au long du XIXe siècle pour prendre des directions diverses (qualifiées de « révolutionnaires » et de « réformistes ») au XXe siècle.

D'autres mouvements surgissent dans les sociétés du capitalisme périphérique, c'est-à-dire dans les pays intégrés au système mondialisé du capitalisme en qualité de régions soumises aux exigences de l'accumulation des centres dominants. Dans son déploiement mondial le capitalisme historique est polarisant, au sens que centres dominants et périphéries dominées sont construits simultanément dans un rapport d'asymétrie toujours reproduit et approfondi par la logique du système. Capitalisme et impérialisme constituent l'endroit et l'envers indissociables de la même réalité. Dans ces conditions les mouvements en lutte contre le système en place sont largement anti-impérialistes, au sens que les forces sociales qui sont à son origine se donnent l'objectif non pas de construire une société post capitaliste, mais de « copier pour rattraper » les sociétés capitalistes opulentes des centres. Cependant, parce que la bourgeoisie de ces pays, façonnée dès sa naissance par le rapport de dépendance (et qualifiée de ce fait de comprador par nature, pour employer le terme du communisme chinois à l'origine pour la désigner), n'est pas en mesure de se reconstruire en bourgeoisie nationale capable de conduire une authentique révolution bourgeoise (« anti féodale » pour employer le terme en usage dans le communisme de la troisième Internationale). De ce fait le combat contre l'impérialisme, conduit par une large alliance sociale anti-impérialiste et anti féodale dirigée par un parti se revendiquant de la perspective socialiste/communiste, devient potentiellement anti capitaliste.

Ces mouvements d'émancipation nationale et populaire se donnent l'objectif de franchir l'étape de la révolution anti impérialiste/anti féodale/populaire (et non bourgeoise)/démocratique. Ils s'inscrivent alors dans le mouvement au socialisme.

Nous avons donc à examiner de plus près deux familles de mouvements au socialisme : ceux qui émergent et se déploient dans les centres impérialistes, ceux qui se développent dans les périphéries dominées. Ces deux familles de mouvements ne bénéficient jamais de la garantie du label de mouvements au socialisme, mais certains ont la capacité potentielle de le devenir. Quelles sont les conditions et quels sont les critères qui nous permettent de les classer de la sorte ?

Les lignées de mouvements au socialisme dans les centres du système capitaliste mondial

La prise de conscience que le capitalisme doit être aboli et remplacé par une organisation socialiste de la société opère ses premières avancées en France plus encore qu'ailleurs dans l'Europe du XIXe siècle ou aux Etats Unis. Le vecteur de cette progression est fourni par les héritiers du Jacobinisme, acteurs majeurs en 1848 puis dans la Commune de 1871, dont Blanqui produit la théorie dont s'est inspiré le syndicalisme révolutionnaire français. La coopérative de production et l'autogestion fournissent le cadre institutionnel et juridique de ces premières formulations de socialisation de la propriété.

Le « socialisme français » – si on l'appelle ainsi – se distingue de celui dont Marx inspirera l'émergence par son caractère idéaliste. Il fonde en effet son origine sur l'héritage de la Philosophie des Lumières du XVIIIe siècle dont il donne l'interprétation sociale la plus radicale du sens des valeurs éthiques de justice, de citoyenneté, d'égalité, de liberté, de solidarité. Mais il persiste dans l'ignorance de l'examen scientifique des processus qui commandent la production et la reproduction de l'accumulation, que Marx sera le premier et le seul à analyser pour comprendre les raisons et la nature de l'aspiration au socialisme.

On comprend alors que Marx, puis les marxismes historiques de la 2^e et de la 3^e Internationales, ont été critiques de la théorie et de la pratique de ce « socialisme français ». Critique du blanquisme qui substitue la stratégie du complot et du coup d'Etat à celle de la lutte de longue haleine du prolétariat s'organisant par lui-même ; critique non moins violente de la philosophie de Proudhon ; critique de la conception « élitiste » de l'organisation du syndicalisme révolutionnaire. On reviendra plus loin sur cette question du « syndicalisme révolutionnaire » (à la française) dont les traces sont encore vivantes dans la France contemporaine, et qui le distingue du « syndicalisme de masse » (ou de « consensus ») d'autres pays européens.

Il y a bien entendu d'autres lignées que la française qui ont contribué à la formation du (ou des) mouvement au socialisme, effectif ou illusoire, en Europe, dont la lignée anglaise en particulier. Mais je n'entrerai pas ici dans leur examen.

Ce sont ces rivières qui vont converger dans la construction de l'Association Internationale des Travailleurs (A.I.T.), la Première Internationale, créée du vivant de Marx et avec sa participation active.

Marx écrit à cet endroit en 1866 (Résolution du premier Congrès de l'Association Internationale des Travailleurs) :

« L'œuvre de l'AIT est de généraliser et d'unifier les mouvements spontanés de la classe ouvrière, mais non de leur prescrire ou de leur imposer un système doctrinal quel qu'il soit »

L'A.I.T. associe des organisations – embryons de partis et de syndicats, associations diverses – qui se revendiquent de « systèmes doctrinaux » différents : celui de Marx, mais aussi ceux de Bakounine et de Proudhon. Marx mène au sein de l'A.I.T. un combat idéologique et politique contre les doctrines qu'il estime sans fondement scientifique et par là même source d'illusion et d'inefficacité pour le mouvement ouvrier. Mais il pose, dans la phrase citée, le principe fondamental auquel j'adhère : accepter, reconnaître la diversité, agir pour renforcer l'unité dans les luttes.

Or ce qui va se développer en Europe au cours du dernier tiers du XIX^e siècle, après la mort de Marx mais encore du vivant d'Engels, est très exactement une évolution des mouvements européens au socialisme qui va s'écarter de ce principe.

La Seconde Internationale est fondée par la rencontre de « partis » qui sont devenus – en termes relatifs – de « grands partis ouvriers », pratiquement un seul par pays concerné. Cette évolution va être concomitante à la formation de grands syndicats, sans commune mesure avec ceux de l'Europe de Marx. A chaque pays « son » parti. Ils sont différents d'un pays à l'autre. Mais ils partagent tous l'idéal d'être « le parti ouvrier unique » chez eux. Leur formation comme telle est en fait fondée sur la fusion de mouvements d'obédiences diverses à l'origine. Le Parti Ouvrier Social Démocrate Allemand associe Lassaliens et Marxistes, le Parti Socialiste Français Jaurésien (héritiers de la tradition du « socialisme français »), Guesdistes (Marxistes) et Blanquistes. Le Parti Britannique se confond avec les Trade Unions qui se fédèrent dans le Labour Party. Cette évolution paraît à beaucoup, à l'époque, positive et solide. L'histoire démontrera qu'elle est plus fragile qu'on ne le pensait. Mais « l'unité », réalisée formellement au plan organisationnel, va désormais être conçue non comme complémentaire de la diversité – dont on nie l'existence – mais comme conflictuelle avec elle.

L'unité apparente du parti ouvrier semble consolidée par l'émergence du syndicalisme, lui également unifié. Le « syndicalisme de masse » se fraie la voie : tous les salariés d'une branche des activités

industrielles et commerciales doivent être syndiqués (c'est l'objectif qu'on se donne) et appartenir au même syndicat unique. Le modèle par excellence de ce syndicalisme sera donné un peu plus tard par les pays scandinaves. Mais la France continue à constituer l'exception à cette tendance générale. Dans la tradition du syndicalisme révolutionnaire, le Syndicat ne recrute que l'avant-garde politisée et s'emploie à entraîner les masses de salariés, à organiser leurs luttes, et/ou à soutenir les mouvements spontanés. Le Syndicat se pose en quasi parti, allié ou concurrent des partis ouvriers. Le syndicalisme de masse par contre ne favorise pas la politisation de ses troupes, mais au contraire facilite leur obéissance passive, leur dépolitisation. Le Syndicat de masse s'aligne sur le plus petit dénominateur commun : la revendication strictement économique, éventuellement le soutien électoral de son allié, le parti social-démocrate.

La guerre de 1914 va faire éclater en plein jour l'impuissance des partis et des syndicats de la Seconde Internationale. La « trahison » de Kautsky surprend Lénine lui-même. Pourtant la dérive « révisionniste » initiée par Bernstein – et son succès – aurait dû faire comprendre que ces partis et syndicats ne constituaient plus un « mouvement au socialisme ». La raison majeure de cette dérive ne résidait pourtant pas dans la « trahison des chefs », ni même dans la corruption de la mince couche de l'aristocratie ouvrière et du carriérisme des bureaucrates d'organisations. Elle trouvait son origine dans un fait objectif : l'opulence de la société fondée sur le pillage impérialiste. La dérive se poursuivra dans l'entre deux guerres (1920-1939) et même après la seconde guerre mondiale, pendant les Trente Glorieuses (1945-1975). Les partis et les syndicats « réformistes » - qui ont renoncé à remettre en question le capitalisme – garderont la confiance de la majorité des travailleurs, reléguant les communistes-léninistes au statut de minorités.

Il y a bien sûr des nuances à introduire, dont l'auteur de ces lignes croit être conscient de la portée. Dans certains moments de l'entre deux guerres, face à la menace fasciste et nazi, les luttes pour la sauvegarde de la démocratie (bourgeoise) convergent avec les luttes pour l'amélioration des conditions des travailleurs. Les Fronts Populaires peuvent alors faire renaître l'espoir de la reconversion du mouvement au socialisme. Dans l'après-guerre la conjonction de la collaboration de classe des bourgeoisies du continent européen avec l'Allemagne nazie conquérante, le rôle décisif des classes ouvrières dans les mouvements de résistance, le prestige de l'Armée Rouge qui a mis en déroute les nazis, rendent à nouveau possible la renaissance d'un espoir de mouvement au socialisme, notamment en France et en Italie. Les conquêtes des classes ouvrières, en Grande Bretagne et en Europe occidentale, aux Etats Unis même – la sécurité sociale, les politiques de plein emploi, la hausse des salaires parallèle aux gains annuels de la productivité moyenne du travail social – ne peuvent en aucun cas être l'objet d'un regard méprisant. Elles ont transformé – et pour le meilleur – les conditions de dizaines de millions de travailleurs. Elles ont transformé – en meilleure – la figure des sociétés concernées. Mais en même temps force est de constater que ces gains des travailleurs ont été rendus possibles – pour le capital – par le pillage impérialiste renforcé. Pendant toutes les Trente Glorieuses l'énergie (le pétrole) était devenue pratiquement gratuite.

Il n'y avait donc pas d'obstacle sérieux, dans les centres impérialistes, pour s'opposer à la victoire de la contre offensive du capital à partir de 1975, mettant un terme aux Trente Glorieuses et aux conquêtes ouvrières et simultanément à la poursuite de la dérive des partis et syndicats de l'ex Seconde Internationale, s'alignant désormais sur le social-libéralisme. Nous sommes donc parvenus au terme du cheminement : à la société de « consensus », entendu comme l'acceptation du « capitalisme éternel », la dépolitisation, la substitution au travailleur-citoyen du spectateur et du consommateur.

Cette victoire du capital et la disparition dans les centres impérialistes concernés de tout mouvement au socialisme ne sont pourtant pas aussi solides qu'on a pu le croire, ou le faire croire. Le renouveau des luttes contre les dévastations sociales associées au diktat du capital victorieux annonce la possibilité d'un renouveau du mouvement au socialisme. On y reviendra plus loin.

Les lignées léninistes du mouvement au socialisme

La première révolution victorieuse conduite au nom du socialisme est celle de la Russie, un pays semi-périphérique. Et cela n'est pas un hasard. Le Parti Ouvrier Social Démocrate russe, créé à la fin du XIXe siècle se pense appartenir à la famille européenne de l'époque, dont Kautsky est le mentor. En fait le POSDR n'appartient pas à l'Europe ; il annonce le transfert du centre de gravité des mouvements au socialisme des centres impérialistes aux périphéries. C'est ce transfert qui va façonner tout le XXe siècle. Ce n'est donc pas un hasard si la tendance radicale (les bolchéviks) l'emporte en Russie sur la tendance conciliatrice (les mencheviks) qu'elle contraint à la défensive alors que l'inverse caractérise tous les partis européens.

Lénine reste néanmoins attaché aux concepts de la Seconde Internationale concernant le rapport entre l'unité nécessaire et la diversité des courants du mouvement au socialisme. Il en accentue même les caractères sur deux questions importantes. Premièrement il considère qu'il n'y a place que pour un seul parti de la classe ouvrière – « une classe/un parti ». Tous les autres partis autres que ceux que la Troisième Internationale reconnaîtra ne participent pas au mouvement au socialisme. Ce sont des traîtres ; rien de plus ; il faut gagner les masses qu'ils trompent. On le peut, croit-il jusqu'à la défaite – pourtant annoncée – de la révolution allemande de 1918-1919. Deuxièmement il n'admet pas l'indépendance syndicale. Car ceux-ci, dit-il livrés à eux-mêmes, ne peuvent pas dépasser la conscience revendicatrice réformiste. Il faut donc les intégrer dans le système du mouvement au socialisme en les soumettant au statut de courroie de transmission de la stratégie révolutionnaire du Parti révolutionnaire. Pourtant l'histoire réelle des luttes sociales en Europe même allait démentir la conceptualisation de la Seconde Internationale et celle de Lénine concernant le rôle des syndicats. Dans le moment actuel les « grands syndicats de masse » (comme en Allemagne) fondés sur le consensus et alliés fidèles des « grands partis de la gauche électorale (comme le SPD en Allemagne) n'ont pas fait obstacle au déploiement de l'offensive du capital des monopoles financiarisés ; mais au contraire l'ont aidé à atteindre ses objectifs. Par contre ce qu'il reste de la tradition du syndicalisme révolutionnaire en France (qualifié « d'élitiste » et de minoritaire), parce qu'il laisse une bonne marge d'autonomie aux initiatives de la base, s'avère plus efficace dans la résistance à l'offensive du capital. Ce que le patronat français déplore, en adressant ses louanges au « modèle allemand ».

Le léninisme, défini de la sorte, inspirera les lignées dominantes du mouvement au socialisme du XXe siècle, tandis que les lignées européennes vont, comme je l'ai fait observer plus haut, glisser de plus en plus ouvertement vers des positions opportunistes, au mieux exclusivement revendicatrices, s'inscrivant dans la permanence des rapports capitalistes fondamentaux, et, de ce fait, sortir de ce qu'on peut considérer comme le mouvement au socialisme.

La personne de Lénine est-elle responsable du « léninisme » de ses successeurs, en Union Soviétique et dans le monde ? Oui et non. Oui dans le sens de l'adhésion de tous les successeurs, Staline inclus, aux dogmes du léninisme concernant la gestion du rapport unité/diversité. Non, bien sûr dans la mesure où Lénine n'a vécu que les toutes premières années de la Révolution russe et ne peut être tenu responsable personnellement de la suite.

Cette suite revêt d'ailleurs un aspect positif d'une importance décisive pour l'avenir du mouvement mondial au socialisme. Le léninisme rompt avec le dogme euro centrique que la révolution socialiste n'est à l'ordre du jour que dans les pays capitalistes avancés – en fait impérialistes. Il prend acte du transfert du centre de gravité du combat pour le socialisme des centres aux périphéries. Bakou (1920) l'annonce, en présence de Lénine. Et la Troisième Internationale sera présente dans le monde entier, alors que la Seconde n'existait qu'en Europe.

Pour ce qui concerne la société soviétique le mouvement au socialisme dirigé par le bolchévisme léniniste a été contraint par les conditions objectives du pays (son retard ; son caractère de capitalisme semi-périphérique) à réduire la « construction du socialisme » (son objectif proclamé) à celle d'un socialisme d'Etat. J'insiste ici sur la différence entre socialisme d'Etat et capitalisme d'Etat. Le capitalisme d'Etat (comme celui de la France gaullienne) demeure un système au service du capital des monopoles (même quand il fait des concessions importantes au bénéfice des travailleurs), le Socialisme d'Etat comporte deux volets d'une toute autre nature : (i) l'obligation pour lui de se donner pour l'équivalent du pouvoir des travailleurs, au moins par le déploiement de politiques sociales hardies qui lui donnent sa légitimité ; et (ii) sa posture indépendante dans ses rapports avec le système capitaliste mondial.

Ce socialisme d'Etat, qui définit le Stalinisme et partant autorise à qualifier celui-ci de léniniste, portait en lui la possibilité d'évoluer graduellement, à gauche, c'est-à-dire de donner à la socialisation de la gestion économique des formes progressivement plus avancées, plus conformes aux valeurs du socialisme, par la participation effective des travailleurs à l'exercice du pouvoir. Mais il portait en lui également le risque de stagnation pour finalement tomber à droite, par une restauration capitaliste. Ce qui s'est passé en Europe orientale et en Union Soviétique avec Eltsine et Gorbatchev. Trotski aurait-il fait mieux ? J'en doute fort. Et c'est la raison pour laquelle la Quatrième Internationale (en fait une Troisième Internationale bis) n'a jamais été que le tremplin pour des orateurs reproduisant ad nauseam les principes du léninisme, sans aller au-delà.

Les systèmes staliniens et post stalinien ne sont jamais parvenus à amorcer le dépassement du stade du socialisme d'Etat (étatisation et planification). Mais l'amorce de ce dépassement avait été mise en œuvre par la Yougoslavie titiste. Ce n'est pas un hasard si cette tentative a été ostracisée par Moscou. Car au plan de ses interventions à l'échelle mondiale le communisme de la Troisième Internationale (puis du Kominform) avait graduellement soumis toutes les stratégies des mouvements au socialisme aux impératifs des tactiques de l'Etat soviétique, préoccupé exclusivement par les exigences de résistance à l'encerclement capitaliste. La théorie de « la voie non capitaliste » imposée aux partenaires des pays non alignés de l'époque de Bandung – en particulier à l'Egypte du nassérisme anti impérialiste radicalisé, dont j'ai fait la critique dès sa formulation (je ne peux ici que renvoyer à d'autres écrits sur le sujet) – s'inscrivait dans cet abandon de la perspective stratégique au bénéfice de la seule tactique.

Il appartenait au communisme chinois et à Mao de concevoir le mouvement au socialisme dans les périphéries du capitalisme mondial d'une manière différente, non pas en rupture avec tout l'héritage du léninisme, mais en le dépassant. Cela constitue le sujet d'une autre lignée du mouvement au socialisme que nous abordons dans ce qui suit.

Les lignées du mouvement au socialisme dans les périphéries du capitalisme mondial

Je commencerai par porter le regard sur l'expérience de la Chine.

La Commune de Paris (mars-mai 1871) et la révolution (je dis bien révolution et non révolte) des Taiping (1851-1864) amorcent l'entrée de l'humanité dans la phase contemporaine de son histoire. Elles mettent un terme aux illusions concernant le caractère progressiste du capitalisme, en annoncent l'automne.

Deux révolutions gigantesques par leur portée à long terme. L'une (la Commune de Paris) se déploie dans un centre capitaliste développé, le second à l'époque en termes de développement économique après l'Angleterre ; l'autre (la révolution des Taiping) éclate dans une région du monde qui venait tout juste d'être intégrée dans le capitalisme impérialiste mondialisé en qualité de périphérie dominée.

La Révolution des Taiping renverse l'autocratie despotique impériale de la Chine des Qing, abolit le régime d'exploitation des paysans par la classe dirigeante de ce mode social de production que j'ai qualifié de tributaire (qualifié de « féodal » par les communistes chinois – cette question de sémantique est secondaire). Mais en même temps la révolution des Taiping refuse les formes du capitalisme infiltrées dans les failles du système tributaire ; elle abolit le commerce privé. Elle rejette avec la même vigueur la domination étrangère du capital impérialiste. Et elle le fait très tôt puisque ce n'est guère qu'à partir des premières agressions de l'impérialisme – la guerre de l'opium de 1840 –, à peine dix ans plus tôt, que se dessine la réduction de la Chine au statut de périphérie dominée dans la mondialisation capitaliste impérialiste. En avance sur leur temps les Taiping abolissent la polygamie, le concubinage et la prostitution.

La Révolution des Taiping – eux également « les fils du ciel » - jette les fondements du socialisme/stade plus avancé de la civilisation humaine en formulant la première stratégie révolutionnaire des peuples des périphéries du capitalisme impérialiste mondial. La Révolution des Taiping est l'ancêtre de la « révolution populaire antiféodale – anti-impérialiste » (pour utiliser le langage ultérieur des communistes chinois). Elle annonce l'éveil des peuples du Sud (d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine) qui façonnera le 20^{ème} siècle. Elle inspire Mao. Elle indique la voie de la révolution pour tous les peuples des périphéries du système moderne mondial capitaliste, la voie qui leur permet de s'engager dans la longue transition socialiste.

La Commune de Paris n'est pas un chapitre de l'histoire de France et les Taiping de l'histoire de Chine. La portée de ces deux révolutions est universelle. La Commune de Paris donne sa substance à l'internationalisme « prolétarien » que la première internationale (l'Association Internationale des Travailleurs) appelle à substituer aux nationalismes chauvins, au cosmopolitisme du capital, aux identités communautaires du passé. L'universalisme de l'appel des Taiping trouve son symbole dans leur adoption, « curieuse » dit-on, de la figure du Christ, pourtant étranger à l'histoire chinoise. Comment un être humain battu par ses adversaires – le pouvoir – pourrait-il être un « Dieu », alors que celui-ci est invincible ? Pour les Taiping, ce Christ n'est pas celui du christianisme de soumission que les missionnaires tentent d'introduire en Chine, il est l'exemple exemplaire de ce que le combattant pour la libération des êtres humains doit être : courageux jusqu'à la mort, donnant par la même la preuve que la solidarité dans la lutte constitue le secret du succès.

La Commune de Paris et la Révolution des Taiping démontrent que le capitalisme n'est qu'une parenthèse dans l'histoire, comme je l'ai écrit ailleurs. Une parenthèse courte, au demeurant. Le capitalisme a seulement rempli la fonction – honorable – d'avoir créé – en un temps historique bref – les conditions qui rendent son dépassement / abolition nécessaire pour permettre la construction d'un stade plus avancé de la civilisation humaine. La Commune de Paris et la Révolution des Taiping ouvrent par la même le chapitre de l'histoire contemporaine – celle qui va se développer au 20^{ème}

siècle et se poursuivra au 21^{ème} siècle. Elles ouvrent les chapitres successifs des printemps des peuples, en parallèle à celui de l'automne du capitalisme.

A l'autre extrémité du continent la Chine présentait tout également des caractères particuliers favorables à une maturation politique précoce. La Chine avait amorcé le dépassement du mode social/économique tributaire (ici dans une forme solide, « avancée ») très tôt, avant même l'Europe. Elle était en avance de cinq siècles dans son invention de la modernité (l'abandon d'une religion de salut individuel – le Bouddhisme - au bénéfice d'une sorte de laïcité a- religieuse avant la lettre, le développement hardi de rapports marchands centrés sur le marché intérieur). Je renvoie ici le lecteur à ce que j'ai écrit ailleurs sur ces questions. La Chine a tout également résisté longtemps à l'assaut du capitalisme impérialiste européen (faisant contraste sur ce point à l'Inde et à l'Empire Ottoman). Ce n'est donc qu'en 1840 que les canons britanniques ont forcé les portes de l'Empire céleste. La conjonction de cette agression et des avancées antérieures du capitalisme chinois a donc eu ici des effets accélérateurs prodigieux : les inégalités dans l'accès au sol (auxquelles la logique du système tributaire opposait une résistance sur le déclin) se sont accélérées et la « trahison » de la classe dirigeante (l'Empereur et l'aristocratie foncière) s'est substituée rapidement à leurs efforts antérieurs de résistance « nationale ». On comprend alors la précocité de la révolution des Taiping et son caractère « anti féodal/anti impérialiste ».

Deux grandes révolutions donc, mais deux révolutions opérant sur chacun des deux terrains complémentaires du capitalisme impérialiste mondialisé – au centre et à la périphérie – dans les deux « maillons faibles » de ce système global.

Marx et le (ou les) marxisme historique ont-ils été à la hauteur des exigences de l'analyse de cette réalité du capitalisme mondialisé et donc de celles de la formulation de stratégies efficaces pour « changer le monde », c'est-à-dire abolir le capitalisme ? Oui et non. Marx a cédé à la tentation de voir dans l'expansion mondiale du capitalisme une force qui devait homogénéiser les conditions économiques et sociales, réduisant les travailleurs du monde entier au même statut de salariés exploités par le capital de la même manière, avec la même intensité. Il justifiait sur cette base la colonisation, faisant finalement œuvre de progrès. Les citations des écrits de Marx à l'appui de cette lecture ne manquent pas, mettant en relief les « conséquences » progressistes de la colonisation, fussent-elles involontaires, c'est-à-dire en dépit de ses pratiques odieuses (dénoncées par Marx), en Inde, en Algérie, en Afrique du Sud, en Erythrée, comme celles de l'annexion du Texas et de la Californie par les « yankees » (« travailleurs », par opposition aux Mexicains « paresseux »). Marx condamne, dans cette logique, les Taiping (dont il ignore tout en réalité !). Et pourtant Marx, dès lors qu'il traitait de pays dont il n'ignorait pas tout, esquissait une tout autre vision de l'expansion capitaliste. Marx ne voit rien de positif dans la colonisation de l'Irlande par l'Angleterre ; au contraire il en dénonce sans réserve les effets destructeurs sur la classe ouvrière anglaise elle-même. S'agissant de la Russie qui lui était moins étrangère que la Chine – Marx a l'intuition qu'il s'agit là d'un « maillon faible » de la chaîne capitaliste mondiale (pour employer le terme qui sera celui de Lénine) et qu'une révolution anticapitaliste ouvrant la voie à une avancée socialiste y est, de ce fait, possible. La correspondance de Marx avec Vera Zassoulitch en témoigne. Une révolution à dimension paysanne forte, fondée sur la résistance des communautés paysannes (organisées dans le « mir »), si elles se libèrent de l'exploitation féodale par l'abolition réelle du servage, mais néanmoins menacées d'expropriation au bénéfice à la fois des nouveaux paysans riches et de nouveaux latifundiaires (les anciens « féodaux »), lui paraît possible et même capable d'ouvrir une voie originale à l'avancée socialiste.

Lénine, et donc le marxisme historique « léniniste », fait un grand pas en avant. Lénine dénonce « l'impérialisme ». Peu importe que, probablement par respect pour Marx, il le qualifie de stade nouveau, récent, du capitalisme. Il en tire la double conséquence qui s'impose : la « révolution » n'est plus à l'ordre du jour à « l'Ouest », la « révolution » est par contre à l'ordre du jour à « l'Est ». Lénine ne tire pas cette conséquence immédiatement. Il hésite. Il espère toujours, par exemple que la révolution amorcée dans « le maillon faible du système » (la Russie) entraînera celle des travailleurs dans les centres développés (l'Allemagne est premier lieu). Il lit toujours la première grande crise systématique du capitalisme (amorcé dans les années 1870, conduisant à la première guerre mondiale) comme étant également « la dernière » du capitalisme moribond. Mais Lénine tire rapidement la conclusion des faits : il s'est trompé, la révolution en Europe (en Allemagne) est défaite, celle (ou celles) à venir pointe à l'Est (en Chine, en Iran, dans l'ex Empire Ottoman, dans les colonies et semi colonies). Lénine, néanmoins, n'associe pas la lecture nouvelle du marxisme qu'il fait, à l'approfondissement d'une réflexion sur la place de la Russie dans le système capitaliste mondial, celle d'une périphérie (ou semi-périphérie). Il voit plutôt dans ce caractère – la « Russie semi-asiatique » - un obstacle plutôt qu'un atout. Lénine ne voit pas non plus que la question paysanne est centrale dans la nouvelle « révolution » à l'ordre du jour. Il estime, à tort ou à raison, que les possibilités du « mir » ont été annihilées par le développement du capitalisme en Russie (titre de l'un de ses ouvrages de jeunesse). Il en tire la conséquence : la révolution russe donnera la terre aux paysans, mais pour en faire des propriétaires.

C'est donc à Mao l'héritier des Taiping – qu'il est revenu de tirer jusqu'au bout les leçons de cette histoire. Mao formule la stratégie et les objectifs de la longue transition au socialisme amorcé à partir d'une révolution anti impérialiste/anti « féodale » conduite dans les conditions faites aux sociétés périphériques du système mondial. La définition des tâches de cette révolution « anti féodale » exprime le rejet absolu par Mao de l'illusion passéiste sous quelque forme que cela soit. La révolution des peuples de la périphérie s'inscrit nécessairement dans la perspective universaliste du socialisme.

Le communisme chinois de Mao va donc mettre en œuvre une stratégie cohérente du mouvement au socialisme pour la Chine, dont les leçons ont une portée importante pour tous les peuples des périphéries (Asie, Afrique et Amérique latine). On retrouve ici notre question fondamentale : celle du rapport entre unité et diversité.

La révolution anti impérialiste/ anti féodale/ populaire et démocratique (et non bourgeoise démocratique) associe des classes et des forces sociales, idéologiques et culturelles diverses. Elle ne peut pas être une « révolution du prolétariat ». Au demeurant celui-ci n'est guère qu'embryonnaire et faible dans toutes les sociétés des périphéries modernes, jusqu'ici. Elle doit être tout autant celle de la majorité des paysans, opprimés et exploités. Elle doit être celle de segments importants des classes moyennes éduquées qui s'expriment dans l'intelligentsia révolutionnaire. Elle peut neutraliser (sans supprimer) l'intervention politique de la bourgeoisie locale, qui s'emploie à freiner le mouvement au socialisme. Elle peut même favoriser le glissement de la bourgeoisie en question de son comportement naturel comprador à des prises de position nationales.

Il reste que les conditions objectives de la Chine ne permettaient guère que la mise en place d'un socialisme d'Etat, à cette étape. Ce qui fut fait. Mais ce socialisme d'Etat, à l'image du modèle soviétique au départ, a rapidement pris ses distances à l'égard de celui-ci, sur des questions diverses et importantes. Entre autre sur les questions indissociables de la gestion du monde rural et de la démocratisation de la socialisation de la vie économique et politique.

Le maintien et le renforcement de l'unité du peuple scellé au cours de la guerre de libération impliquait, selon Mao, une gestion des rapports villes-campagnes qui donne toute sa place à l'égalité des conditions des travailleurs (« paysans et ouvriers ») et partant rejette l'option de « l'accumulation primitive socialiste » qui fait peser sur la paysannerie tout le poids du développement et de la modernisation industrielle. Ce choix fait, les conditions sont alors réunies pour avancer dans une démocratisation possible de la société. La formule maoïste à cet effet a été celle de la « ligne de masse ». Je renvoie donc le lecteur pour tout ce qui concerne l'évolution du système chinois du mouvement au socialisme, de ses avancées et de ses reculs (post maoïstes), des alternatives d'avenir différent qu'elle ouvre (transformation du socialisme d'Etat en capitalisme d'Etat), à mes écrits récents sur la question.

La leçon importante que je tire de cette lecture de l'évolution de la Chine (de 1950 à ce jour) est que jusqu'ici le traitement du rapport entre l'unité (de la nation, du peuple) et la diversité (des composantes sociales de cette nation) a été suffisamment correcte pour donner au système du pouvoir de Beijing une légitimité certaine et partant garantir la stabilité sociale. Le succès de l'émergence de la Chine, sans pareil quand on le compare avec celui d'autres pays du Sud contemporain (l'Inde et le Brésil par exemple), est le produit de cette gestion meilleure (ou moins mauvaise !) du rapport unité/diversité.

D'autres exemples de mouvement au socialisme dans des pays de la périphérie ont franchi avec succès quelques belles étapes, entre autre parce qu'ils ont su gérer correctement le rapport unité/diversité et de ce fait facilité l'évolution de la lutte anti impérialiste d'origine en direction de la mise en œuvre de politiques qui, sorties du cadre des logiques du capitalisme, s'inscrivent sur la longue route au socialisme. On pense évidemment au Viet Nam et à Cuba.

On pourrait faire également référence aux avancées réalisées en Amérique du Sud au cours des décennies précédentes, au Venezuela, au Brésil, en Bolivie et en Ecuador. Partis de révoltes puissantes des classes populaires ces mouvements ont gagné des élections (cas exceptionnel à notre époque) et ont franchi une première étape. Mais, pour aller de l'avant et devenir d'authentiques mouvements au socialisme s'imposant dans les faits et pas seulement dans l'expression de ce qu'ils souhaitent, ils ont besoin de trouver des réponses plus efficaces au défi de la contradiction unité/diversité.

Mais on ne peut pas ignorer les exemples d'échecs cinglants de grands mouvements populaires qui ont mis à bas des dictatures sanglantes au cours des dernières décennies mais ne sont pas parvenu à s'imposer comme mouvements au socialisme. On pense ici aux mouvements qui ont abattu les dictatures de Moussa Traoré au Mali, de Marcos aux Philippines et de Suharto en Indonésie. Aucun de ces mouvements n'est parvenu à formuler et imposer un programme commun fondé sur l'unité dans la diversité. La même gestion de cette contradiction, inexistante ou même déplorable, caractérise les mouvements dans le monde arabe depuis 2011 (Egypte, Tunisie, Syrie). Il n'y a donc pas de mouvement au socialisme dans tous ces pays, en dépit du fait que les conditions objectives pour son émergence possible soient réunies.

Plus en arrière dans le temps, l'époque de Bandung (1955-1975/1980) est celle de l'essor victorieux des mouvements de libération nationale en Asie et en Afrique. Tous ces mouvements, pour les raisons de fond invoqués dans mon analyse, portaient en eux la possibilité de devenir des mouvements au socialisme. Mais qu'en a-t-il été dans la réalité de leur déploiement, de leurs victoires et de leurs lendemains ?

La réponse à cette question doit être nuancée. Oui, dans certains moments du déploiement de mouvements populaires plus avancés que d'autres le mouvement au socialisme se dessine comme un

possible. Ce fut le cas par exemple dans le Yémen du Sud « communiste » (en fait national populaire avancé) ou, en pointillé au Soudan. Dans un bon nombre d'expériences africaines les pouvoirs d'Etat issus des partis qui avaient organisé et dirigé la libération nationale se sont auto proclamés socialistes, parfois même marxistes léninistes, plus souvent se réclamant d'une tradition plus imaginaire que réelle qualifiée de socialiste. Et cette posture n'était pas démagogique ; elle traduisait les ambitions de groupes dirigeants progressistes et de leurs soutiens populaires réels. Néanmoins tous ces régimes ont insisté sur « l'unité du peuple » (derrière leurs dirigeants !) et le plus souvent nié l'importance, voire la réalité de la diversité des intérêts sociaux en compétition dans la grande alliance nationale, ou les diversités d'autres natures des composantes de la nation (ethniques, religieuses, linguistiques). Cette gestion médiocre, au mieux, de la contradiction fondamentale du mouvement au socialisme est à l'origine de leur incapacité d'aller de l'avant à un rythme soutenu, de leur érosion rapide une fois atteintes les limites de ce qu'il pouvaient faire, de celle de leur légitimité et, de ce fait, de leur glissement en direction d'un retour au bercail géré par l'impérialisme contemporain et ses associés, la bourgeoisie compradorisée ou, à défaut, l'Etat compradore.

Seul un examen concret, pays par pays, permet d'en dire davantage. J'ai proposé quelques analyses concrètes de cette émergence handicapée du mouvement au socialisme pour quelques pays d'Afrique, d'Asie et du monde arabe, en particulier évidemment pour l'Egypte nassérienne.

Dans cette histoire mouvementée les partis se revendiquant du marxisme-léninisme – quand ils existaient – ne sont pas parvenus à infléchir l'évolution en faveur du mouvement au socialisme. Les raisons de leur faiblesse sont diverses ; mais sans doute l'adhésion au camp du communisme international dirigé par Moscou a-t-elle été ici parfois décisive pour annihiler les espoirs placés en eux. Leur ralliement à la thèse de la « voie non capitaliste » prônée par Moscou en donne l'exemple le plus dramatique : ces partis sont alors devenus « l'aile gauche » d'un système de pouvoir qui glissait à droite. Dans le cas de l'Inde l'éclatement de l'ancien CP of India, s'alignant de facto sur le Parti du Congrès et la constitution du CP-M (s'inspirant du maoïsme) n'ont pas produit le saut qualitatif qui eut été nécessaire pour faire du second la réplique de ce que le PC chinois avait été. Des raisons nombreuses et diverses expliquent cet échec : le caractère sacré du système des castes avec ses effets aliénants dans le déploiement des luttes de classes, la diversité des nations constitutives de l'Union Indienne. Le CP-M parvenu au gouvernement (par des élections) au Bengale occidental et au Kerala a certainement à son actif la réalisation d'avancées sociales non négligeables. Mais il n'est pas parvenu à renverser l'équilibre des forces à l'échelle de l'Union Indienne en faveur d'un mouvement au socialisme. Il a alors été graduellement « absorbé » par le système, incapable d'aller au-delà des limites de ce qu'il pouvait réaliser dans les deux Etats concernés. Une radicalisation du communisme maoïste indien s'est alors dessinée avec la constitution du CP-ML et la guerre des paysans/dalits qu'il a initiée. Mais force est de constater son échec, puis l'éclatement du Parti. A noter cependant que la même ligne d'action a donné quelques résultats au Népal et dessiné en pointillé un mouvement au socialisme possible.

J'ai qualifié la famille de ces avancées du « premier éveil du Sud » (les décennies de Bandung) de régimes « nationaux-populaires », au sein desquels le mouvement au socialisme ne s'inscrit qu'en pointillé, handicapé dans son développement possible par la tendance des classes politiques dirigeantes à maintenir leur pouvoir exclusif, fusse au prix d'un retour au bercail compradore.

Le défi pour le mouvement au socialisme : la socialisation de la gestion d'une économie moderne

La question centrale posée par les avancées révolutionnaires et/ou réformistes authentiques qui se revendiqueront du socialisme, du communisme, du marxisme, du marxisme-léninisme, du maoïsme a été, et demeure, celle de la socialisation de la gestion d'une économie « moderne » dont les bases ont été construites par le déploiement du capitalisme historique tant dans ses centres dominants que dans ses périphéries dominées. Dans les centres la dérive du socialisme réformiste puis son abandon ultérieur de la référence à Marx ont conduit logiquement à renoncer à poser la question de « l'après capitalisme ». Par contre dans les périphéries qui ont constitué le théâtre de révolutions conduites dans la perspective de la construction du socialisme la question de la socialisation de la gestion de la vie économique est demeurée au cœur des débats et des conflits qui se sont déployés au sein des avant-gardes révolutionnaires et des pouvoirs d'Etat. Les conditions objectives spécifiques de la révolution dans les périphéries du capitalisme mondialisé ont bien entendu pesé lourd dans la balance : il fallait à la fois « rattraper » (développer les forces productives et, pour le faire, « copier » et reproduire des formes capitalistes d'organisation de la production) et « faire autre chose » (construire le socialisme). La réponse à cette question a été donnée par la construction de « socialismes d'Etat », ou de « capitalismes d'Etat », la frontière entre ces deux formes étant elle-même floue et mouvante. Il reste que dans les développements théoriques comme dans les programmes des partis se revendiquant du socialisme les avancées dans la socialisation de la gestion de l'économie et les avancées dans la démocratisation de la gestion politique de la société ont toujours été pensées comme indissociables. L'affirmation de ce principe central dans la formulation du projet du socialisme/communisme d'avenir mérite d'être rappelée, d'autant que précisément les socialismes/capitalismes d'Etat des expériences soviétique, chinoise et autres ont largement dissocié dans leur pratique ces deux dimensions du même défi.

Automne du capitalisme, printemps des peuples ?

Bien que susceptibles de constituer l'endroit et l'envers de la même médaille, l'automne du capitalisme et le printemps des peuples sont distincts.

L'émergence de la forme nouvelle du capitalisme – celle du capitalisme des monopoles – à partir de la fin XIXe siècle amorce l'automne de ce système – de cette parenthèse dans l'histoire, comme je l'ai dit. Le capitalisme a « fait son temps », l'époque brève (le seul 19^{ème} siècle) – pendant laquelle il accomplit encore des fonctions progressistes, est close. J'entends par là que si, au 19^{ème} siècle les dimensions « créatrices » de l'accumulation capitaliste (l'accélération fantastique du progrès technologique comparativement aux époques antérieures de toute l'histoire de l'humanité, l'émancipation de l'individu, quand bien même serait-elle réduite à celle des privilégiés, limitée et déformée pour les autres) l'emportent encore sur les dimensions destructives de cette même accumulation (en premier lieu les effets de destruction des sociétés des périphéries intégrées par l'expansion impérialiste indissociable du capitalisme historique), avec l'émergence du capitalisme des monopoles le rapport entre ces deux dimensions est renversé au détriment des premières.

C'est dans ce cadre de la perspective de la longue durée que j'ai analysé les deux longues crises systématiques du capitalisme « obsolète » (« sénile ») : la première longue crise qui se développe de (1871-73 jusqu'à 1945-55), la seconde, toujours en cours, amorcé un siècle plus tard, à partir de 1971-73. Dans cette analyse j'ai placé l'accent sur le moyen central mobilisé par le capital pour surmonter sa crise permanente : la construction et la croissance vertigineuse d'un département III (en complément des deux départements – de production de biens de production et de production de biens de consommation – traités par Marx) d'absorption du surplus associé à la rente des monopoles simultanément rente impérialiste. J'y renvoie le lecteur.

Lénine avait amorcé la prise en considération de ce changement qualitatif dans la nature du capitalisme. Il avait seulement péché par optimisme, en croyant que cette première crise systématique du capitalisme serait la dernière. Il avait sous-estimé les effets pervers et corrupteurs du déploiement impérialiste dans les sociétés du centre du système. Mao, en tirant ces conséquences de la mesure exacte de ces effets, a choisi la patience : la route du socialisme sera nécessairement très longue et semée d'embûches.

Le 20^{ème} siècle a bien été celui d'un premier temps de « l'éveil du Sud », plus exactement des peuples, des nations et des Etats des périphéries du système : en partant de la Russie (« semi-périphérie ») pour englober la Chine, l'Asie, l'Afrique et l'Amérique Latine. Le 20^{ème} siècle est, en ce sens celui du premier printemps des peuples concernés. J'ai signalé la série des événements majeurs qui, dès le début du siècle, annoncent ces printemps – les révolutions russes (1905-1917), chinoises (1911 et la suite), mexicaine (1910-20), et autres. J'ai replacé dans ce cadre la période de Bandoung pour l'Asie et l'Afrique contemporaines (1955-1980), qui couronne mais simultanément conclut ce grand moment de l'histoire universelle. D'une certaine manière donc on peut lire cette réponse des peuples dominés par le déploiement impérialiste comme la poursuite de la tâche amorcée par la révolution des Taipings et sa généralisation aux trois continents.

En contraste la Commune de Paris n'a pas eu de successeurs en Occident développé. Malgré leurs tentatives courageuses les communistes de la 3^e internationale ne sont pas parvenus à construire un bloc historique alternatif au bloc aligné sur la direction de la société par les monopoles impérialistes. C'est ici que gît le véritable drame du 20^{ème} siècle, non pas dans les insuffisances de l'éveil des périphéries, mais dans son absence dans les centres. Les insuffisances – puis dérives fatales – des nations des périphéries auraient été probablement surmontées si les peuples des centres avaient rompu avec leur alignement pro impérialiste.

Les printemps des peuples qui se sont déployés au cours du 20^{ème} siècle ont épuisé leurs effets. De dérive en dérive, ils ont fini par s'effondrer et tomber à droite face à la contre-offensive du capital. Cet effondrement s'est exprimé par la série des contre-révolutions triomphantes des années 1990. Les possibilités qui existaient soit d'évolution à gauche de ces systèmes essoufflés, en crise, celles de leur stabilisation autour de formules de centre gauche préservant l'avenir ont été brisées par la triple conjonction associant : (i) les insuffisances de la protestation populaire, limitée aux revendications de la démocratie dissociées de la question sociale et de la géopolitique ; (ii) les ripostes des pouvoirs, exclusivement répressives ; (iii) les interventions de l'Occident impérialiste. Qualifier dans ces conditions les « révolutions » de l'Union Soviétique et des pays de l'Est européen (1989-91) de « printemps des peuples » relève de la farce. Construits sur de gigantesques illusions concernant la réalité capitaliste, ces mouvements n'ont débouché sur rien qui puisse être considéré comme positif. Les peuples concernés attendent encore leur printemps, à venir peut-être.

Tout au long du 20^{ème} siècle et jusqu'aujourd'hui l'automne du capitalisme et le printemps des peuples (lui-même réduit à celui des peuples des périphéries) ont été dissociés. L'automne du capitalisme a, de ce fait, constitué l'élément moteur principal de l'évolution. Il a mis celle-ci sur les rails de la barbarie grandissante, seule réponse logique conforme aux exigences du maintien de la domination du capital. D'abord la barbarie impérialiste redoublée par la mise en action du contrôle militaire de la planète par les forces armées des Etats-Unis et de leurs alliés subalternes européens (l'Otan) au bénéfice exclusif des monopoles de l'impérialisme collectif de la triade (Etats-Unis, Europe, Japon). Mais aussi en réponse à celle-ci le glissement des ripostes de leurs victimes – les peuples du Sud- en direction des illusions passivistes, porteuses à leur tour de barbarie.

Ce risque – qui est la réalité dominante du jour – restera entier tant que des avancées en direction de la conjonction entre l'automne du capitalisme et le printemps des peuples – de tous les peuples, des périphéries mais aussi des centres – n'auront pas été suffisamment décisives pour ouvrir la perspective socialiste universaliste. Le 21^{ème} siècle sera-t-il un « remake » du 20^{ème} siècle, associant des tentatives de libération de peuples du Sud au maintien de l'alignement pro impérialiste de ceux du Nord ?

Construire l'unité dans la reconnaissance de la diversité

Il n'y a pas d'avancée révolutionnaire du mouvement au socialisme possible sans la construction de l'unité stratégique d'action associant la masse critique nécessaire des forces sociales diverses en conflit avec le système du capitalisme dominant. Encore faut-il identifier correctement la nature de la diversité sociale en question. Les différences qui comptent et celles qui comptent moins. Les sources et les formes de la diversité sont elles mêmes innombrables. Un descriptif de celles-ci couvrirait des pages de tableaux statistiques : il y a les hommes et les femmes, les jeunes et les anciens, les nationaux et les immigrés, dans certains pays les êtres humains de telle ou telle couleur de peau, appartenant à telle ou telle religion ou groupe linguistique, les propriétaires et ceux qui ne le sont pas, les travailleurs qualifiés et les autres etc.

Une analyse de classe non simplificatrice permet d'aller plus loin dans l'analyse des problèmes. Il y a certes, fondamentalement, dans le capitalisme le contraste entre les bourgeois (propriétaires des moyens de production et/ou gestionnaires de cette propriété) et prolétaires (qui n'ont que leur force de travail à vendre). Mais ce contraste s'exprime à travers une grande diversité des situations sociales concrètes. Il y a les salariés (vendeurs de force de travail) qui bénéficient d'un certain degré de stabilité que leur qualification peu partagée permet, et il y a ceux qui sont condamnés à l'instabilité permanente. Il y a les capitalistes – propriétaires – entrepreneurs, petits, moyens ou grands et il y a les gérants du grand capital des monopoles financiarisés etc.

Cette grande différenciation des classes fondamentales est également différente à l'extrême selon que la société considérée est celle d'un pays capitaliste/impérialiste dominant ou celle d'un pays du capitalisme périphérique dominé. La situation sociale d'un prolétaire dans un pays opulent est différente de celle de son alter ego dans une société pauvre. La masse rurale et paysanne, réduite à l'insignifiance numérique dans les centres d'aujourd'hui, demeure fortement présente dans les périphéries etc.

Il y a certes une tendance lourde à la simplification de la structuration sociale, produite par la logique de l'accumulation du capital (concentration de la propriété et/ou centralisation du contrôle) mais quelques idées concernant la simplification de la structuration sociale que produirait le capitalisme sont fausses : (i) l'idée que le contraste bourgeoisie/prolétariat annihilerait la présence d'autres forces sociales qui s'expriment dans le champ politique ; (ii) l'idée que la bourgeoisie d'une part et le prolétariat d'autre part deviendraient des blocs homogènes peu différenciés ; (iii) l'idée que l'expansion mondialisée du capitalisme rapprocherait les formes des structurations sociales des pays avancés et celles des pays attardés, engagés sur le chemin du « rattrapage » (« en voie de développement » dit-on).

Prenons l'exemple de l'expansion du capitalisme industriel dans l'Europe du XIX^e siècle. Dans aucun pays de ce continent la bourgeoisie, classe dominante nouvelle, n'a éliminé les classes d'aristocrates de l'Ancien Régime. Partout elle a passé des compromis politiques avec ces dernières, qui ont conservé le contrôle de segments importants du pouvoir (comme le corps des officiers). Et si la guerre

de 1914 est une guerre inter-impérialistes, elle est aussi la guerre des têtes couronnées de toute l'Europe (la France est la seule République en guerre, en attendant les Etats Unis).

La bourgeoisie n'est pas une classe qui rassemble tous les propriétaires formels des moyens de production. Cette propriété peut, avec l'invention de la société par action, être disséminée alors que son contrôle ne l'est pas. La bourgeoisie n'est pas une classe homogène simplement organisée sur le mode de la pyramide de la richesse des petits, moyens et grands capitalistes. Elle intègre des segments des couches moyennes (moyennes par le volume de leurs revenus, formellement des revenus du travail salarié) associés à sa gestion économique et politique de la société. La bourgeoisie est également différenciée selon qu'elle se situe dans des secteurs de l'activité et/ou les régions en essor ou en déclin etc.

La bourgeoisie dans les périphéries n'est pas simplement une bourgeoisie née tardivement, mais en voie d'expansion sur le modèle de celle des centres. Elle n'est pas non plus partagée en deux segments, l'un comprador (les mauvais bourgeois), l'autre national (les bons bourgeois). Emergente dans le cadre de l'expansion mondiale de l'impérialisme, la bourgeoisie dans son ensemble est comprador par nature. Elle peut néanmoins adopter le comportement d'une bourgeoisie nationale lorsque les circonstances lui offrent une marge de manœuvre possible. J'ai insisté sur l'importance de cette lecture maoïste concernant la nature des bourgeoisies périphériques.

La structure des classes populaires dans les pays périphériques est également très différente de ce qu'elle est dans les centres. Les paysanneries du Sud sont-elles mêmes différenciées de manières différentes d'un pays à l'autre, leurs structurations héritées en partie de passés précapitalistes différents ayant été à leur tour refaçonnées par les modes particuliers de leur intégration/soumission au capitalisme moderne. Les processus de paupérisation produits par l'accumulation capitaliste mondiale ont créé ici, dans les périphéries, une masse croissante de laissés pour compte qui ne survivent que par les activités de « l'informel ».

Des tendances lourdes ont opéré au cours des trois dernières décennies dans le cadre du déploiement du capitalisme des monopoles mondialisés, financiarisés et généralisés (je renvoie ici à mes développements sur cette transformation qualitative du capitalisme) – sous le nom trompeur de « néo libéralisme ». Ces tendances lourdes ont produit : (i) une prolétarisation généralisée (la population des travailleurs, au moins dans les centres est devenue à plus de 80% constituée de salariés vendeurs de force de travail) mais segmentée à l'extrême ; (ii) partout, dans les centres et les périphéries la mise en place de formes de soumission des activités d'apparence indépendantes des monopoles (en particulier celle des paysanneries des périphéries mais aussi de leurs industries) et leur réduction au statut de sous traitants de jure ou de facto, permettant ainsi la transformation d'une fraction grandissante de la plus value en rente des monopoles ; (iii) la substitution des formes historiques d'organisation du capitalisme incarné dans les bourgeoisies concrètes par une forme nouvelle de domination du capital abstrait (« incarné par le marché » et en particulier le « marché financier »). La bourgeoisie est désormais devenue une classe constituée de salariés – fort bien rémunérés ! –, employés par l'oligarchie financière (les 1% de Occupy Wall Street et des Indignados d'Espagne).

Le déploiement de cette structure nouvelle du capitalisme des monopoles généralisés n'a pas produit (et ne peut pas produire) une stabilisation sociale relative, mais au contraire une dégradation sociale porteuse de révoltes populaires. Elle n'a pas non plus produit (et ne peut pas produire) une stabilisation relative des nouveaux rapports centres/périphéries, mais au contraire l'aggravation des contradictions et des conflits entre eux. Les centres impérialistes historiques (la triade Etats

Unis/Europe/Japon) ne peuvent plus maintenir leur domination mondiale autrement que par le moyen du contrôle militaire de la Planète. Face à ce déploiement géostratégique de Washington et de ses alliés subalternes certains Etats et peuples du Sud (les « émergents ») résistent par l'affirmation - à des degrés divers - de « projets souverains », source de conflits grandissants Nord-Sud. Dans les autres pays de la périphérie le système de domination du capitalisme des monopoles mondialisés opère par le moyen de son alliance avec des pouvoirs d'Etat compradore sans légitimité nationale et populaire. C'est un second motif de révoltes des peuples.

Le capitalisme des monopoles généralisés implose sous nos yeux dans les formes diverses rappelées ici. De ce fait une période nouvelle de situations révolutionnaires s'ouvre à nous. Comment agir, dans ces circonstances, pour faire du possible une réalité : des avancées du mouvement au socialisme ? La réponse exige une reprise de la réflexion sur le rapport unité stratégique d'action/diversité des composantes sociales et politiques du mouvement des peuples.

Dans le passé les situations révolutionnaires ont permis des avancées révolutionnaires (vers le socialisme) chaque fois que des réponses concrètes ont été données à cette contradiction dialectique unité/diversité.

Je parle ici de contradiction dialectique. Car en effet sa solution ne passe pas par la négation de l'un de ses deux termes mais par la transformation de leur contraste en complémentarité active. La vision métaphysique de la contradiction est incapable de comprendre la nature de ce défi et le moyen d'y répondre. Or cette vision a été souvent, et est encore, dominante, parce ses réponses sont faciles et, dans les apparences immédiats, peuvent paraître les seuls possibles.

Par exemple : on affirme la priorité absolue de « l'unité » (du peuple) et on nie les effets réels de la diversité qui rendent sa mise en œuvre impossible ou néfaste. Ou au contraire on nie le besoin incontournable de l'unité (l'identification d'objectifs stratégiques d'étape communs et l'organisation du front uni prenant la responsabilité de leur réalisation) et on affirme que les luttes diverses (celles des fractions diverses du peuple en révolte) produiront par elles mêmes la solution du problème. On élude alors la question incontournable du pouvoir. Cette réponse métaphysique à la contradiction domine encore la scène contemporaine partout au Nord et au Sud. Elle réduit les mouvements en lutte à se maintenir sur des positions défensives, laissant l'initiative à l'adversaire - le capital des monopoles et ses instruments politiques d'Etat au Nord et au Sud. Elle est donc une stratégie impuissante pour faire avancer le mouvement au socialisme.

Dans le passé ai-je dit, des réponses dialectiques correctes ont parfois été mises en œuvre, avec succès. En Russie en 1917 Lénine saisit le moyen de donner toute sa puissance à l'unité en proposant aux composantes diverses du peuple en révolte des objectifs stratégiques communs : la paix et la terre. La terre aux paysans-soldats fonde une alliance qui permet au nouveau Parti bolchévik de sortir de son isolement. Car ce parti n'avait pas jusqu'alors d'audience réelle dans la paysannerie. En Chine Mao refonde dès les années 1930 le Parti Communiste sur la base d'une alliance solide et durable avec la paysannerie pauvre et exploitée. C'est le secret du triomphe de 1949. Ce qu'il en est advenu par la suite concernant la gestion du rapport unité/diversité (c'est-à-dire la question des alliances constitutives du bloc historique du mouvement au socialisme) constitue un autre problème que je n'aborde pas ici.

Dans les deux cas la réponse au défi a été concrète. Elle partait d'une analyse concrète, qui s'est avérée juste, de ce que sont les diversités, celles qui sont décisives (au sens que leur prise en compte permet de faire fonctionner le levier de l'avancée révolutionnaire) et celles qui ne le sont pas. Il n'y a pas de recette générale valable dans ce domaine qu'on pourrait substituer à l'analyse concrète. Les diversités

décisives aujourd'hui ne peuvent pas être les mêmes en France et aux Etats Unis, en Chine et en Inde, au Congo et au Pérou.

Tout ce qu'on peut dire de « général » à cet endroit, je crois l'avoir formulé dans mes propositions concernant « l'audace » nécessaire qui seule permet aux gauches radicales de notre époque de répondre correctement au défi. J'y renvoie le lecteur. Je résumerai le sens de ces propositions dans les deux paragraphes qui suivent :

(i) Dans les centres impérialistes la gauche radicale doit oser proposer l'expropriation pure et simple des monopoles par la nationalisation/étatisation (première étape), accompagnée de plans concernant l'organisation d'avancées en direction de la socialisation démocratique progressive de leur gestion. Il s'agit alors d'identifier les diversités décisives qui doivent être associées par la construction d'une unité d'action fondée sur l'identification d'objectifs d'étape communs.

(ii) Dans les périphéries la gauche radicale doit être capable d'identifier les composantes diverses d'un bloc social hégémonique alternatif à celui sur lequel s'appuie le bloc comprador au pouvoir. Elle ne peut parvenir à ce résultat que si elle devient capable d'identifier des objectifs stratégiques d'étapes communs aux segments décisifs du bloc anti comprador.

C'est seulement lorsque ces conditions seront remplies qu'on pourra voir le mouvement au socialisme s'affirmer par des avancées dans la transformation réelle, mais progressive, des sociétés contemporaines.

Le communisme étape supérieure de la civilisation humaine.

Vers une seconde vague d'émergence des Etats, des nations et des peuples des périphéries.

Le mouvement au socialisme a l'ambition de refonder la société humaine sur d'autres bases que celles qui caractérisent fondamentalement le capitalisme. Cet avenir est conçu comme la réalisation d'une étape supérieure de la civilisation humaine universelle, non comme un modèle simplement plus « juste », voire plus « efficace », de la civilisation que nous connaissons (la civilisation « moderne » du capitalisme).

Or la préparation de l'avenir, même lointain, commence aujourd'hui. Il est bon de savoir ce qu'on veut. Quel modèle de société ? Fondée sur quels principes : la compétition destructrice entre les individus ou l'affirmation des avantages de la solidarité ?; la liberté qui donne légitimité à l'inégalité ou la liberté associée à l'égalité ?; l'exploitation des ressources de la planète sans souci pour l'avenir ou la prise de la mesure exacte des exigences de la reproduction des conditions de vie de la planète ?

Le socialisme sera démocratique ou ne sera pas. A condition de comprendre la démocratisation de la société comme un processus sans fin, qu'on ne peut pas réduire à la formule de la démocratie électorale multipartite représentative. Les media occidentaux dominants proposent pour les pays du Sud « la démocratie d'abord », entendant par-là la tenue d'élections multipartites immédiates ; et un grand nombre d'organisations de la société civile dans le Sud se sont ralliées à cette proposition. Pourtant les expériences répétées démontrent qu'il ne s'agit là que d'une farce misérable que les impérialistes et leurs alliés locaux réactionnaires sont capables de manipuler à leur profit sans difficulté. Dans les centres la démocratie électorale représentative avait toujours constitué le moyen efficace pour tenir en échec les menaces de radicalisation des luttes sociales. Les luttes de classes, qui se déploient sur fond de diversité extrême des conditions sociales et de segmentation des classes travailleuses, articulées dans ces conditions au règlement des conflits politiques par l'élection, avaient

toujours été efficaces pour tenir en échec la radicalisation des mouvements populaires. L'électorisme (le crétinisme parlementaire disait Lénine) renforce les effets négatifs de la segmentation des classes populaires et annihile l'efficacité des stratégies de construction de leur unité. L'opinion publique occidentale n'envisage hélas pas d'alternative à ce système de gestion de la politique, auquel même les Communistes sont désormais ralliés. Pourtant, avec la constitution du capitalisme des monopoles généralisés la farce électorale éclate en plein jour, effaçant le contraste ancien droite/gauche.

Le mouvement au socialisme a le devoir d'ouvrir des champs nouveaux à l'invention de procédures de gestion de la démocratie politique plus avancées.

Le socialisme sera vert (« solaire ») ou ne sera pas, a écrit Elmar Altvater. J'ajoute que le capitalisme vert reste une utopie impossible, parce que le respect des exigences d'une écologie politique digne de ce nom est incompatible avec celui des lois fondamentales qui gouvernent l'accumulation capitaliste. Ici encore le mouvement au socialisme a le devoir d'ouvrir des champs nouveaux à l'invention de procédures de gestion économique qui intègrent le long terme, qui associent la socialisation démocratique des rapports sociaux aux exigences de la reproduction des espaces de vie sur la Planète, laquelle conditionne à son tour la transmission d'une génération à l'autre de l'héritage de ces biens communs.

Le mouvement au socialisme ne peut pas s'en tenir dans ses réponses à ces questions à l'expression de vœux pieux, proposer un *remake* des socialismes utopiques du 19^{ème} siècle. Pour l'éviter il doit répondre aux questions suivantes : (i) quelles sont aujourd'hui nos connaissances scientifiques en matière d'anthropologie et de sociologie qui remettent en question les « utopies » formulées dans le passé? (ii) quelles sont nos connaissances scientifiques nouvelles concernant les conditions de reproduction de la vie sur la planète ? (iii) peut-on intégrer ces connaissances dans une pensée marxiste ouverte ?

Dans ce cadre général on doit donner toute sa place aux projets d'émergence des Etats et des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. La première vague des émergences, qui s'était déployée avec succès entre 1950 et 1980, s'est essoufflée. La page tournée a permis aux puissances impérialistes de reprendre l'initiative et d'imposer le « diktat » (et non le prétendu « consensus ») de Washington. A son tour ce projet de mondialisation sauvage est en voie d'imploser, offrant aux peuples des périphéries la possibilité de s'engager dans une seconde vague de libération et de progrès. Quels peuvent être les objectifs de cette seconde vague ? Différentes visions politiques et culturelles (réactionnaires, illusoire, progressistes) s'affrontent ici, dont il faudra étudier les chances.

Sortir du cadre de la mondialisation en place

Le mouvement au socialisme ne dispose d'aucun espace permettant l'amorce de son déploiement sur le terrain de la réalité dans le cadre du modèle de mondialisation en place. Il doit donc inscrire dans son programme des objectifs stratégiques immédiats et plus lointains qui permettent de sortir de ce cadre. A défaut on ne sortira pas du modèle de « lumpen développement », fondé sur la sous-traitance et le pillage des ressources, producteur d'une paupérisation insondable, qui est celui de tous les pays qui acceptent la soumission aux exigences du déploiement de la mondialisation libérale.

Le problème est mondial ; sa solution doit être mondiale. La première proposition est correcte ; la seconde n'en découle pas. Une transformation de la mondialisation par en haut, par des négociations internationales, dans le cadre des Nations Unies par exemple, n'a rigoureusement aucune chance de permettre le moindre progrès. La longue série des conférences internationales de l'ONU dont rien

n'est jamais sorti (ce qui était prévisible) en témoigne. Le système mondial n'a jamais été transformé par en haut, mais toujours en commençant par en bas, c'est-à-dire à partir de changements de la ligne du développement rendus possibles d'abord aux échelles locales (c'est-à-dire nationales, dans le cadre des Etats/ nations, qui sont le siège des luttes politiques décisives). Alors les conditions peuvent être réunies pour éventuellement ouvrir des possibilités de transformation des rapports mondialisés. Il faut toujours déconstruire pour pouvoir reconstruire différemment. L'exemple de l'Europe en crise en témoigne. La construction européenne ne pourra jamais être transformée par en haut, par Bruxelles. Seule la désobéissance d'un Etat européen, suivi par d'autre, permettrait d'envisager la reconstruction d'une « autre Europe ».

La stratégie de l'amorce des transformations par l'action aux niveaux nationaux peut être exprimée par la phrase suivante : refuser l'ajustement unilatéral aux exigences du déploiement de la mondialisation en place, lui substituer la priorité à la mise en œuvre de « projets souverains », contraindre le système mondial à s'ajuster, lui, aux exigences du déploiement de ces projets nationaux.

Mais qu'entend-on alors par « projets souverains » ?

La mise en œuvre de projets souverains ouvre, dans certaines conditions, un espace pour des avancées du mouvement au socialisme.

Certes la notion même de « projet souverain » doit être soumise à discussion. Etant donné le niveau de pénétration des investissements transnationaux dans tous les domaines et dans tous les pays, on ne peut éviter la question : à quel type de souveraineté on fait référence ?

Le conflit mondial pour l'accès aux ressources naturelles est l'un des plus déterminants de la dynamique du capitalisme contemporain. Il s'agit d'une question particulière dont l'examen ne doit pas être noyé dans d'autres considérations générales. La dépendance des Etats Unis pour de nombreuses de ces ressources et la demande croissante de la Chine constituent un défi pour l'Amérique du Sud, l'Afrique et le Moyen Orient, particulièrement bien dotés en ressources et façonnés par l'histoire de leur pillage. Peut-on développer des politiques nationales et régionales dans ces domaines qui amorcent une gestion planétaire rationnelle et équitable, dont tous les peuples seraient bénéficiaires ? Peut-on développer des rapports nouveaux entre la Chine et les pays du Sud concernés s'inscrivant dans cette perspective ? Associant l'accès de la Chine à ces ressources au soutien à l'industrialisation des pays concernés (ce que les prétendus « donateurs » de l'OCDE refusent) ?

Le cadre de déploiement d'un projet souverain efficace ne se réduit pas au champ de l'action internationale. Une politique nationale indépendante demeure fragile et vulnérable si elle ne bénéficie pas d'un soutien national et populaire réel, lequel exige qu'elle soit assise sur des politiques économiques et sociales permettant aux classes populaires d'être les bénéficiaires du « développement ». La stabilité sociale, condition du succès du projet souverain face aux politiques de déstabilisation des impérialistes, est à ce prix. On devra donc examiner la nature des rapports entre les différents projets souverains en place ou possibles et les bases sociales du système de pouvoir : projet national, démocratique et populaire, ou projet (illusoire ?) de capitalisme national ?

On peut alors dresser, dans ce cadre, le « bilan » des « projets souverains » mis en œuvre à ce jour par les pays « émergents ».

(i) La Chine est le seul pays véritablement engagé dans la voie d'un projet souverain et est seule dans ce cas. Ce projet est cohérent : il articule la mise en place planifiée d'un système industriel moderne et complet autocentré bien que simultanément agressivement ouvert sur l'exportation, à un mode développement de l'agriculture fondé sur la modernisation de la petite exploitation sans petite propriété (garantissant ainsi l'accès de tous au sol). Mais quelle est la nature de l'objectif de souveraineté poursuivie ? S'agit-il d'une souveraineté bourgeoise nationale (dont le succès demeure fondé sur des illusions à mon avis), ou d'un projet de souveraineté nationale/populaire ? S'agit-il d'un capitalisme d'Etat fondé sur l'illusion d'un rôle dirigeant d'une nouvelle bourgeoisie nationale (d'Etat, en partie) ? Ou d'un capitalisme d'Etat à dimension sociale, évoluant vers un « socialisme d'Etat » possible, lui-même étape sur la longue route au socialisme ? La réponse à cette question n'est pas encore donnée dans les faits. Je renvoie le lecteur ici à mes écrits concernant les alternatives d'avenir qui s'offrent à la Chine contemporaine.

(ii) La Russie est de retour sur la scène politique internationale et s'y affirme l'adversaire de Washington. Est-elle pour autant engagée sur la voie d'un projet souverain ? Oui peut-être dans les intentions du pouvoir de reconstruire un capitalisme d'Etat indépendant des diktats des monopoles mondialisés. Mais la gestion économique du pays demeure libérale, contrôlée par l'oligarchie des monopoles privés mis en place par Eltsine, sur le modèle occidental. Cette politique demeure alors privée de toute dimension sociale qui lui permettrait de rallier son peuple.

(iii) Il y a des éléments de politique souveraine en Inde, notamment de politiques industrielles des monopoles industriels privés nationaux, soutenus par l'Etat. Mais rien de plus ; les politiques économiques générales demeurent celles du libéralisme, accélérant dramatiquement la paupérisation de la majorité des paysans.

(iv) Il y a de la même manière des éléments de politique souveraine au Brésil, conduite par le grand capital privé brésilien industriel et financier et la grande propriété agricole capitaliste. Mais ici, comme en Inde, les politiques économiques générales demeurent libérales, n'apportant aucune solution aux problèmes de la pauvreté dans un pays désormais urbanisé à 90 %, sinon que celle-ci est atténuée par des moyens d'assistance redistributive. Au Brésil comme en Inde les hésitations du pouvoir à aller plus loin favorisent l'ambiguïté des comportements du grand capital, tenté par la recherche de compromis avec le capital international. Les richesses naturelles fabuleuses du Brésil, et leur mise en valeur dans des conditions déplorables (la destruction de l'Amazonie) renforcent encore la poursuite de l'insertion du pays dans le système de la mondialisation en place.

(v) Il n'y a pas de projet souverain en Afrique du Sud, dont le système économique demeure sous le contrôle de l'Anglo-American. Quelles sont alors les conditions pour qu'un projet souverain émerge dans ce pays ? Quels nouveaux rapports avec l'Afrique impliqueraient cette émergence ?

(vi) Les pays non continentaux peuvent-ils développer des projets souverains ? Dans quelles limites ? Quelles formes de rapprochements régionaux pourraient en faciliter les avancées ?

Par où commencer ?

Je proposerai, concernant les projets souverains dont le mouvement au socialisme devrait promouvoir la mise en œuvre, d'amorcer la pompe par l'identification des actions prioritaires à prendre au plan économique et au plan politique.

Concernant le niveau économique :

Je suggérerai d'amorcer pompe par la sortie de la mondialisation financière. Attention : il s'agit de la seule facette financière de la mondialisation, non de la mondialisation dans toutes ses dimensions, notamment commerciales.

On part de l'hypothèse qu'il s'agit là du maillon faible du système néo libéral mondialisé en place. On examinera donc dans cet esprit :

- la question du dollar monnaie universelle, de son avenir compte tenu de l'endettement extérieur croissant des USA ;
- les questions relatives aux perspectives d'adoption du principe de la « convertibilité totale » du yuan, du rouble et de la roupie (*réf. papier de Samir Amin sur le débat concernant le yuan*) ;
- la question de la « sortie de la convertibilité » de certaines monnaies de pays émergents (Brésil, Afrique du Sud) ;
- les mesures que pourraient prendre dans le domaine de la gestion de leur monnaie nationale les pays fragiles (Afrique en particulier)

Des initiatives, d'une portée encore modeste, ont été prises allant dans le sens de la déconstruction du système financier mondialisé intégré. On mentionnera ici la constitution de la Conférence de Shanghai, les accords Chine/ASEAN, l'ALBA, la Banque du Sud, le projet « Sucre », la Banque des BRICS.

Concernant le niveau politique

Je suggérerai de donner la priorité à la mise œuvre de stratégies capables de mettre en échec la géopolitique et la géostratégie développées par les Etats Unis et leurs alliés subalternes de la triade.

Notre point de départ est le suivant : la poursuite de la domination mondiale des monopoles capitalistes des puissances impérialistes historiques (Etats Unis, Europe, Japon) est menacée par les conflits grandissants entre 1) d'une part les objectifs de la triade (maintenir sa domination) et 2) d'autre part les aspirations des pays émergents et celles des peuples victimes du « néo libéralisme » en révolte. Dans ces conditions les Etats Unis et leurs alliés subalternes (associés dans « l'impérialisme collectif de la triade ») ont choisi la fuite en avant par le recours à la violence et aux interventions militaires. En témoignent : a) le déploiement et le renforcement des bases militaires US (Africom et autres) ; b) les interventions militaires au Moyen Orient (Iraq, Syrie, demain Iran ?) ; c) les mesures d'encerclement militaire de la Chine, les provocations du Japon, les manipulations concernant les conflits Chine/Inde et Chine/Asie du Sud Est

Mais il semble que, tandis que la violence des interventions des puissances impérialistes reste inscrite à l'ordre du jour dans les faits, celles-ci répondent de plus en plus difficilement aux exigences d'une stratégie cohérente, condition de son succès éventuel. Les Etats Unis sont-ils aux abois ? Le déclin de cette puissance est-il passager ou décisif ? Les réponses de Washington, décidées au jour le jour semble-t-il, n'en demeurent pas moins dangereusement criminelles.

Face à ces défis majeurs, quelles stratégies d'alliances politiques internationales (voire militaires) pourraient faire reculer le projet de contrôle militaire de la planète par les USA ? L'importance d'avancées possibles sur ce terrain est évidente. Ce n'est pas un hasard si les BRICS, et derrière eux un bon nombre de pays du Sud, les uns engagés à des degrés divers dans la voie de projets souverains,

les autres toujours embourbés dans les ornières du lumpen développement, expriment toujours plus leur refus de soutenir les aventures militaires des Etats Unis et osent prendre des initiatives actives contrariant Washington (comme l'usage du veto par la Russie et la Chine). Il faut aller plus loin, d'une manière plus systématique et plus large dans ces directions.

Références :

- L'analyse centrée sur le défi que constitue la diversité des composantes du mouvement au socialisme pour la construction de leur unité d'action emprunte à mes écrits récents. Les principales de ces questions concernent :

(1) Le capitalisme des monopoles généralisés, financiarisés et mondialisés ; la prolétarianisation généralisée et segmentée ; le capital abstrait ;

(2) L'implosion du système ; le contrôle militaire de la planète par les puissances impérialistes ; le lumpen développement ; l'émergence de la Chine de la Russie, de l'Inde ;

(3) La trajectoire historique du capitalisme ; les longues crises associées à son déclin ; la mondialisation de la loi de la valeur : le déploiement de la première vague de révolutions socialistes et d'émergence du Sud au XX^e siècle, ses avancées et reculs (Yémen du Sud, Afghanistan, Iran etc) ;

(4) Le capitalisme vert ; le socialisme vert ;

(5) La critique de l'aide internationale.

- Je renvoie le lecteur sur ces thèmes aux ouvrages et articles suivants :

Ouvrages :

Le virus libéral ; le Temps des Cerises 2003

Au-delà du capitalisme sénile : PUF 2005, chap IV et V

Pour un monde multipolaire ; Syllepse 2005, chap 2,4 et 5

Sur la crise, sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise ?; T. des C., 2009, chap 1,2 et 4

La loi de la valeur mondialisée ; T. des C. 2011, chap 4

L'implosion du capitalisme contemporain ; Delga 2012, chap 1 et 2

L'histoire globale ; Les Indes Savantes 2013, chap 6,7 et 8

Three Essays on Marx's Value Theory ; Monthly Review Press 2013

Articles et contributions dans des ouvrages collectifs :

Samir Amin interviewed by Ali Amady Dieng ; *Development and Change*, Vol 38, N°6, 2007.

Market economy or oligopoly Finance capital; *Monthly Review*, 2008.

Nepal, A Revolutionary Advance, *Monthly Review*, Feb. 2009.

Seize The Crisis; *Monthly Review*, Vol 61, N°7, 2009.

Capitalism and the Ecological Footprint, *Monthly Review*, Vol 61, N°6, 2009.

Historical Capitalism in Decline, The Tricontinental Mission of Marxism, *Monthly Review*, Vol 62, N°9, 2011.

Modernity and Religions interpretations; in, Lansana Keita, *Philosophy and African Development*, CODESRIA, 2011.

Y a-t-il une solution aux problèmes de la Somalie? *Recherches Internationales*, N° 89, 2011.

Capital transnational ou impérialisme collectif, *Recherches Internationales*, N° 89, 2011.

Egypte, Changement, demandez le programme ; *Afrique-Asie*, Déc. 2012.

Preface ; in Hocine Belalloufi, *La démocratie en Algérie, Réforme ou Révolution ?* APIC, Alger 2012.

Samir Amin ou Wallerstein's, The Modern World System, *Monthly Review*, Vol 63, N° 8, 2012.

The Surplus in Monopoly Capital and the Imperialist Rent, *Monthly Review*, Vol 64, N° 3, 2012.

China 2013; *Monthly Review*, Vol 64, N°10, 2013.

Class Suicide, The Post bourgeoisie and the challenge of development; in, Firoze Manji, *Claim no Easy Victory*, CODESRIA 2013.

What "radical" means in the XXIst Century; *Review of Radical Political Economy*, Vol 45, N° 3, 2013.

Egypt, July 2013; interview publié en chinois; version française et anglaise sur le Blog et Facebook Samir Amin; 2013.

Egypt, August 2013; Blog et Facebook Samir Amin; 2013.

- J'ai tiré profit des études de François Houtart (les biens communs, le « buen vivir »), de Rémy Herrera (Cuba), de Gilbert Achcar (Le peuple veut), de Yash Tandon (En finir avec la dépendance de l'aide, 2013), d'Elmar Altvater (*Solar socialism*, papier communiqué par l'auteur en 2006, publié en allemand), la collection des papiers présentés au Colloque d'Alger, septembre 2013, en particulier ceux de Paulo Nakatani (Brésil), de Ayjaz Ahmad (Inde). La synthèse de ces débats a été publiée dans *Afrique Asie*, décembre 2013.

- Concernant la question de la convertibilité du yuan, mes commentaires ont été publiés en chinois, et repris en français (sous le titre « le yuan chinois ») dans mon blog et Face Book, 2013.
- Je n'ai fait qu'une allusion à la question des connaissances scientifiques nouvelles qui pourraient nous interpeller et renvoie aux écrits de Patrick Tort et Anton Pannekoek (le darwinisme social), et de Michael Lowy.